*LES ASSOCIATIONS AGRICOLES EN RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE POLOGNE*

Henryk Świątkowski

La base légale de l'organisation et du fonctionnement de toutes les coopératives et leurs unions en Pologne est représentée par la loi du 17 février 1961 sur les coopératives et leurs unions (Dziennik Ustaw [Journal des Lois, abrég. J. des L.] n° 12, texte 61).

La loi précitée institue un système unique d'organisation intégrant toute l'activité coopérative en Pologne. Ce système englobe les coopératives de tous les genres (coopératives d'écoulement et d'approvisionnement, coopératives de consommateurs, coopératives de travail, coopératives agricoles de production, coopératives de construction de logements et autres coopératives urbaines et agricoles), leurs unions territoriales et les unions centrales avec, en premier lieu, le Conseil supérieur des coopératives. Aucun autre pays socialiste ne possède un système aussi vaste offrant des conditions particulièrement favorables à la coopération et à l'entraide entre les organisations coopératives dans différents secteurs (art. 180, § 2, p. 2 de la loi précitée)¹.

Les organisations coopératives en Pologne Populaire sont, par définition, des organisations volontaires et autonomes (art. 1 et art. 178, § 1 de la loi). Les organisations économiques qui, dans leur définition légale, n'auraient pas les traits d'adhésion volontaire et d'autonomie ne seraient pas des coopératives².

¹ Dans les autres pays le mouvement coopératif est divisé en secteurs séparés: coopératives agricoles, coopératives de consommateurs, coopératives de travail, etc.

² La définition légale de la coopérative, en vigueur en Pologne d'entre-deux-guerres, ne connaissait pas l'affiliation libre ni l'autonomie de la coopérative (art. 1 de la loi du 29 octobre 1920 sur les coopératives, J. des L. n° 111, texte 733). L'interprétation de cette définition ne pouvait pas non plus voir en affiliation libre et en autonomie les traits caractéristiques de la coopérative (*Ustawa o spółdzielniach* [La loi sur les coopératives], éditée et commentée par le professeur S. Wróblewski, Warszawa 1921, pp. 1-5).

Au total, le mouvement coopératif polonais groupe 12 399 400 membres associés dans les coopératives et leurs unions sur la base du principe de démocratie socialiste³.

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

Dans les coopératives agricoles nous classons les coopératives d'approvisionnement et d'écoulement «Samopomoc Chłopska» (Entraide Paysanne), les coopératives agricoles de production, les coopératives laitières, les coopératives horticoles, les coopératives d'épargne et d'emprunt ainsi que les centres ruraux coopératifs et les coopératives de production et de services, rattachés aux cercles agricoles. D'une manière générale le mouvement coopératif agricole contribue à l'augmentation constante de la production agricole et d'élevage dans les exploitations paysannes et, partant, à l'accroissement du bien-être de la population rurale. La voie vers ce but est constituée par un développement varié (écoulement, approvisionnement, laiterie, horticulture, crédit agricole, production agricole coopérative, etc.) de l'initiative économique sous ses formes coopératives. En même temps qu'il contribue à l'accroissement de la production agricole, le mouvement fait développer les activités collectives économiques à la campagne.

Nous regarderons de plus près les coopératives agricoles d'approvisionnement et d'écoulement «Entraide Paysanne», à caractère universel, dont le rôle dans le processus de la socialisation des exploitations rurales individuelles est particulièrement important.

C'est l'organisation coopérative la plus importante de la campagne polonaise. Ces coopératives regroupent 4 186 000 adultes à la campagne sur une population rurale totale de 15 930 000 (avec enfants et jeunes adultes)⁴. Cela veut dire que, approximativement, un habitant sur deux ou trois à la campagne est membre d'une coopérative qui fait partie de la Centrale des coopératives agricoles (C.R.S.) «Entraide Paysanne».

Les coopératives d'approvisionnement et d'écoulement contribuent au développement de la production agricole en fournissant aux agriculteurs des articles tels que les engrais, les semences, les machines agricoles, les fourrages, les matériaux de construction. Elles con-

³ *Statystyka spółdzielni na 31.12.1967* [Statistique sur les coopératives au 31 décembre 1967], Naczelna Rada Spółdzielcza, Warszawa 1968, pp. 10 -11.

⁴ D'après les chiffres fournis par C. R. S. «Entraide Paysanne».

tribuent à resserrer les liens entre l'industrie et l'agriculture par la voie des contrats de fournitures et d'achat à la production. Elles font relever le niveau de vie de leurs membres en organisant l'approvisionnement de la campagne en articles de consommation et industriels, en développant l'activité gastronomique et les services ⁵. Dans le cadre de ces coopératives fonctionnent des coopératives médicales à la campagne et la Coopérative nationale de tourisme et de loisirs «Gromada».

LES CERCLES AGRICOLES ET LES UNIONS ET GROUPEMENTS AFFILIÉS

Les cercles agricoles représentent une organisation traditionnelle qui existe en Pologne depuis plus de 70 ans, mais actuellement leur caractère et leurs activités correspondent aux nouvelles conditions et aux besoins de l'État socialiste. Les cercles agricoles et leurs unions constituent, à côté des coopératives d'approvisionnement et d'écoulement, la plus importante organisation paysanne qui tend à grouper en principe tous les cultivateurs en Pologne. Leur but consiste, en particulier, à vulgariser sur le plan théorique et pratique la science agricole, à encourager les travaux d'assainissement, à organiser la mécanisation de la production agricole, à soutenir la construction d'exploitation à la campagne. Ce but est réalisé avec l'aide du Fonds de développement agricole qui est alimenté par des montants résultant de la différence entre le prix officiel et le prix du marché des produits agricoles qui font l'objet des livraisons obligatoires à l'État. Les sommes afférentes aux différents villages sont transférées aux cercles agricoles pour la réalisation de leurs buts statutaires ⁶.

Les méthodes collectives de l'activité économique des cercles favorisent l'intensification de la production agricole et visent progressivement à la socialisation des exploitations rurales individuelles⁷.

⁵ D'après les chiffres fournis par C. R. S. «Entraide Paysanne», le mouvement dispose de 59 500 magasins de détail, 52 400 points d'achat et d'entrepôts, 7880 établissements de production, 23 310 centres de prestation de services. L'organisation dirige des écoles professionnelles et des cours par correspondance, des centres de récréation pour agriculteurs, des bibliothèques, etc. Elle patronne les coopératives scolaires.

⁶ Depuis 1957, le nombre de cercles agricoles croît d'année en année. En 1967, il a atteint 34 168 et intéressait 85,6% des mairies. En 1967, il y avait 741 bases de machines agricoles gérées par les cercles et 185 gérées par les centres de machines agricoles d'État («Rocznik Statystyczny», 1968, p. 243).

⁷ L'exploitation collective (surtout sur les terres du Fonds des terres d'État) a été exercée en 1967 par 4074 cercles agricoles sur une superficie de 123 900 ha.

L'organe suprême du cercle agricole est l'assemblée générale de ses membres, son organe exécutif est un comité de direction et son organe de contrôle — une commission aux comptes. Le groupement agricole à l'échelon du village est une section du cercle agricole.

Les cercles agricoles ainsi que les unions et groupements agricoles sont, du point de vue juridique, des associations déclarées. La base légale de leur organisation est la loi du 27 octobre 1932 sur les associations (J. des L. n° 94, texte 808 avec amendements postérieurs).

Aussi bien les cercles que les unions et groupements sont *ex lege* des organisations volontaires et autonomes. Toutes ces organisations acquièrent la personnalité juridique par la déclaration du statut au registre des associations à la section de l'intérieur au présidium du conseil populaire de voïvodie. Les unions et les groupements spécialisés groupent les agriculteurs qui sont liés aux organisations d'État ou aux coopératives d'achat à la production et des contrats de fournitures par des contrats annuels ou pluriannuels. Ces contrats ont pour objet des produits spéciaux qui exigent une culture particulière, fondée sur une connaissance approfondie du métier. Dans ces produits on classe les plantes potagères, les fibreuses, les oléagineux, l'osier, le houblon, le tabac, les plantes médicinales, les porcins, les fruits, etc.

Les agriculteurs sont affiliés à des unions ou groupements spécialisés d'après le genre du produit qui fait l'objet du contrat de fournitures⁸. Les buts statutaires des unions et groupements spécialisés consistent notamment à organiser la protection des intérêts de leurs membres en ce qui concerne l'approvisionnement en instruments de production et d'écoulement des matières premières produites, à instruire leurs membres des méthodes agro-zootecniques et à leur inculquer des méthodes modernes de culture ou d'élevage dans les domaines spécialisés.

Tous les groupements spécialisés font partie du système des cercles agricoles et sont membres notamment de la Fédération centrale des cercles agricoles.

⁸ En 1967, les unions et groupements spécialisés suivants groupaient: Union des planteurs de plantes potagères industrielles — 844 400 membres, Union polonaise des planteurs de plantes fibreuses — 112 200, Union des planteurs de plantes oléagineuses — 123 100, Union polonaise des planteurs d'osier — 2300, Union des planteurs de houblon — 2600, Union des planteurs de tabac — 171 900, Union polonaise d'herboristerie — 29 400, Fédération des producteurs de porcins — 276 300, Fédération des associations d'éleveurs et de producteurs de volaille — 63 500, Fédération des associations d'éleveurs d'ovins — 63 800, Union polonaise d'apiculture — 32 400, Union polonaise d'éleveurs de chevaux — 35 200. Au total: 1 776 000 («Rocznik Statystyczny», 1968, p. 246).

LES SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION DES EAUX

Les sociétés en question sont créées en particulier pour la construction, l'entretien et l'exploitation des aménagements d'assainissement, des aménagements pour approvisionnement de la population rurale en eau et des aménagements pour l'approvisionnement des usines en eau et la protection contre les eaux.

La base légale de l'organisation et du fonctionnement de ces sociétés représente la loi du 30 mai 1962 portant droit des eaux (J. des L. n° 34, texte 158, art. 110 - 132) ainsi que les statuts modèles publiés dans Monitor Polski (Moniteur Polonais) en 1964, n° 17, texte 81 (statut d'une société d'assainissement) et n° 41, texte 197 (statut des sociétés d'exploitation des eaux).

Une société de ce genre peut être constituée par la voie d'entente des personnes intéressées et, à défaut d'entente, en vertu d'une décision de l'organe de l'administration des eaux à l'échelon de voïvoïdie (ou d'arrondissement dans certains cas), lorsque les considérations de l'économie planifiée, l'intérêt social ou l'intérêt des intéressés l'exigent (société forcée).

La société est une personne juridique. Elle acquiert cette personnalité par inscription au registre des eaux. Les organes de l'administration des eaux exercent le contrôle des activités des sociétés.

Les organes de la société sont: assemblée générale qui adopte des résolutions, comité de direction en tant qu'organe d'exécution et de gestion et commission aux comptes ⁹.

Ce sont à vrai dire des associations *sui generis*. Elles ne sont pas régies par la loi susmentionnée de 1932, mais par les dispositions spéciales de la législation des eaux.

LES SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT DES COMMUNAUTÉS FONCIÈRES

L'organisation et le fonctionnement des sociétés susmentionnées ¹⁰ sont fondés sur la loi du 29 juin 1963 sur l'aménagement des communautés foncières (J. des L. n° 28, texte 169. art. 13 - 25) et sur le

⁹ En Pologne on compte 10 500 sociétés de ce genre.

¹⁰ Les communautés foncières (pâturages, forêts ou fonds ruraux) remontent à l'époque de l'appropriation des paysans en Pologne. Les communautés peuvent grouper des propriétaires (copropriété des exploitants déterminés) ou des usufruitiers (usufruit en commun sur des terres d'État). En 1963, on comptait en Pologne environ 230 000 ha des communautés en question, dont 60% dans la Petite-Pologne et 40% sur le territoire des voïvoïdies du centre d'avant-guerre.

statut modèle d'une société de ce genre, du 29 avril 1964 (Monitor Polski de 1964, n° 33, texte 145).

Il s'agit d'une personne juridique qui fonctionne sur la base d'un statut. Les membres de la société sont les personnes autorisées à participer à la communauté foncière. L'assemblée générale des membres peut adopter l'admission des possesseurs des fonds ruraux attenants à la communauté, s'ils déclarent leur volonté d'adhérer à la société et font l'apport des fonds attenants.

Le statut et les amendements au statut sont approuvés par l'organe compétent pour les questions rurales et forestières du présidium du conseil populaire d'arrondissement. La société acquiert la personnalité juridique dès que le statut est approuvé.

Les sommes dues par les communautés à titre des cotisations statutaires non payées à l'échéance sont recouvrables avec intérêts de retard et frais d'exécution suivant les modalités de l'exécution administrative des prestations des sommes d'argent.

Le contrôle des activités de la communauté est exercé par l'organe compétent du présidium du conseil populaire d'arrondissement.

Lorsque les personnes autorisées à participer à la communauté foncière ne soumettent pas le statut à l'approbation de l'organe compétent dans un délai de 3 mois à compter du jour de l'établissement de la liste des bénéficiaires, l'organe en question institue une association forcée, lui confère un statut et désigne les organes de l'association (comité de direction et commission aux comptes) parmi les personnes autorisées à participer à la communauté ¹¹.

Les associations pour l'aménagement des communautés foncières sont des associations *sui generis*, elles ne sont pas régies par la loi sur les associations, mais par les dispositions spéciales de la loi sur l'aménagement des communautés et du statut en vigueur.

LES ASSOCIATIONS FORESTIÈRES

Les règles légales de l'organisation et du fonctionnement de ces associations sont fixées par la loi du 14 juin 1960 sur l'aménagement des forêts et des terres incultes ne constituant pas propriété de l'État (J. des L. n° 29, texte 166, art. 32- 33) et par le statut modèle de l'association forestière (Monitor Polski de 1960, n° 48, texte 235).

Dans le but d'intensifier la capacité productive des forêts n'appartenant pas à l'État, d'améliorer la technique d'exploitation dans ces **

¹¹Au milieu de 1967 il y avait en Pologne 1234 associations pour aménagement des communautés foncières, dont 908 volontaires et 326 forcées.

forêts et d'y prendre des mesures rationnelles, les propriétaires individuels peuvent se grouper en associations forestières.

La création d'une association se fait par adoption d'une résolution de la majorité des possesseurs individuels des forêts et des terrains forestiers du village donné. La résolution doit être déclarée à l'organe compétent du présidium du conseil populaire d'arrondissement. Une fois la déclaration faite et le statut enregistré, l'association acquiert la personnalité juridique. Le contrôle est exercé par la section de l'agriculture et de la sylviculture du conseil populaire d'arrondissement.

L'assemblée générale élit un comité de direction (organe exécutif de gestion) et une commission aux comptes.

L'affiliation à l'association ne prive pas le possesseur d'une forêt du droit de jouissance de la forêt.

L'association en question est une association *sui generis* qui n'est pas régie par la loi sur les associations, mais par les dispositions spéciales de la loi susmentionnée sur l'aménagement des forêts et des terres incultes n'appartenant pas à l'État ainsi que du statut en vigueur ¹².

¹² On estime qu'en 1967 il y avait- 3550 associations de ce genre.